

PHILIPPE ARDANT

*Chine :*  
*une alternance inavouée*

Il serait séduisant de pouvoir interpréter les crises qui jalonnent l'histoire du Parti communiste chinois comme des tentatives réussies ou avortées d'alternance. Depuis les années 20, en effet, des hommes, de hauts dignitaires du parti, ont tenté avec plus ou moins de succès de conquérir le pouvoir et d'infléchir le cours des événements. Dans son éloge funèbre de Mao Tsé-toung, en septembre 1976, le Premier ministre Houa Kouo-feng a ainsi donné la liste impressionnante des onze crises qui ont officiellement secoué le pouvoir et au cours desquelles « deux lignes » se sont affrontées au sein du parti (1). Depuis lors un douzième conflit est apparu au grand jour avec l'élimination de « la bande des quatre » et on ne peut avoir la certitude que la situation soit maintenant durablement stabilisée. D'autres luttes, que l'histoire officielle ne retient pas, pourraient d'ailleurs venir enrichir le relevé des contestations que le Président Mao a rencontrées.

Est-il possible de retrouver dans cette succession de crises quelque chose qui se rapprocherait de l'alternance au pouvoir qui caractérise d'autres régimes ?

Les Chinois écartent cette interprétation et cherchent, au contraire, à imposer l'image d'un pouvoir faisant front sans défaillance à tous les assauts. Sous la conduite avisée de Mao Tsé-toung, la « ligne rouge » a toujours triomphé de ses adversaires présentés comme des « révisionnistes » ou des « opportunistes », de droite ou

(1) Les onze luttes contre la ligne juste du parti ont eu pour protagonistes : Tchen Tou-sieou (1927), Kiu Tsieou-pai (1928), Li Li-san (1931), Louo Tohang-long (1931), Wang Ming (1931-1935), Tchang Kouo-tao (1937-1938), Kao Kang - Jao Chou-chi (1955), Peng Teh-houai (1959), Liou Chao-chi (1966), Lin Piao (1971), Teng Siao-ping (1976).

de gauche selon les cas. Les apparences donnent pourtant quelque prise à l'hypothèse.

Si, en effet, chaque crise n'a pas abouti au renversement de l'équipe en place et à son remplacement par des hommes nouveaux, le pouvoir n'est pas pourtant resté constamment entre les mains de la même « ligne ». Dans les premières années du Parti communiste les secrétaires généraux se sont succédé assez rapidement à la suite de conflits intérieurs au parti, la ligne au pouvoir a donc été renversée. Dès cette époque en outre, Mao Tsé-toung a connu la disgrâce lors du V<sup>e</sup> Congrès en avril 1927 (alors il est vrai qu'il n'était que membre suppléant du Comité central et qu'il siégeait au Bureau politique provisoire), et, à nouveau, dans une moindre mesure en 1934. Élu président du Comité central à la Conférence de Tsouenyi, en janvier 1935, après un règne sans partage, si ce n'est sans contestation, de plus de vingt ans, il fut de nouveau écarté en 1958 de la réalité du pouvoir, que la Révolution culturelle, déclenchée en 1966, devait lui permettre de reconquérir. Depuis lors, si Mao Tsé-toung a personnalisé la Chine, derrière cette façade des camps rivaux se sont succédé à la direction de l'appareil du parti et de l'État et son autorité a dû être bien souvent plus théorique que réelle. L'histoire du Parti communiste chinois n'est donc pas linéaire, elle ne peut se résumer dans une ascension irrésistible de Mao Tsé-toung vers le pouvoir et ensuite dans l'affirmation constante et absolue de sa volonté contre toute opposition.

Il n'y a pas eu, depuis les origines, de continuité dans l'exercice du pouvoir : à partir de cette constatation, l'analyse fait apparaître un certain nombre de caractères communs aux conflits traversés par le Parti communiste chinois, que l'on retrouve aussi dans les régimes qui pratiquent l'alternance.

Il est remarquable tout d'abord que tous ces conflits se soient situés à l'intérieur du régime. L'option marxiste n'est pas remise en cause, les divergences portent seulement sur les hommes les plus capables pour assurer la réalisation des objectifs du régime et aussi sur la détermination de ces objectifs à court ou à moyen terme, sur la tactique ou sur la stratégie. Par là, la situation chinoise se rapproche de celle de la démocratie libérale où l'alternance, lorsqu'elle existe, ne remet pas en cause non plus les fondements de la société et repose sur un consensus à l'ordre libéral.

D'autre part l'échec dans la conquête du pouvoir ou la perte du pouvoir n'entraînent pas nécessairement l'élimination politique définitive des vaincus. Très fréquemment ils conservent leur place à l'intérieur du parti, ils peuvent y occuper des fonctions importantes

et même revenir au bout de plus ou moins longtemps au premier plan. Sur les douze conflits officiels, si on écarte ceux qui se sont terminés par la fuite du vaincu (Tchang Kouo-tao et Lin Piao) ou par son suicide (Kao-Kang), il n'y a guère que Louo Tchang-long, Liu Chao-chi et, provisoirement peut-être, la « bande des quatre » qui ne soient pas réapparues dans des fonctions officielles après leur défaite. Au contraire les premiers secrétaires généraux du parti Tchen Tou-siou, Li Li San et Wang Ming ont survécu politiquement à leur élimination et après la création de la République populaire, Peng Teb-houai a occupé des fonctions dans le parti durant les années qui ont suivi son conflit avec Mao en 1959. Les hauts et bas de la carrière récente de Teng Siao-ping confirment cette situation. Ce dernier est cependant le seul, en dehors de Mao Tsé-toung, qui, après avoir dû abandonner un des tout premiers postes de la hiérarchie du régime, ait réussi à s'y hisser de nouveau. Dans l'opposition entre deux lignes, si donc la défaite de l'une d'elles ne se traduit pas par la mort politique de ses chefs, la « ligne noire », c'est-à-dire le parti vaincu, apparaît un peu comme une hydre à la tête toujours renouvelée, en ce sens que lorsqu'une opposition se manifeste à nouveau, et s'efforce d'occuper le pouvoir, elle se donne d'autres chefs. Y a-t-il là une différence sensible avec les modalités de l'alternance dans la démocratie libérale ? Le fait d'avoir échoué dans la conquête du pouvoir n'y est pas, là non plus, la meilleure recommandation pour mener à nouveau le combat.

La différence essentielle avec l'alternance dans les régimes libéraux est ailleurs. Elle tient à ce que jamais ne s'est institué en Chine un débat sur les orientations du régime que les électeurs, les masses, auraient été appelés à trancher. Les controverses se situent à l'intérieur de l'appareil du parti, au niveau le plus élevé, celui du Comité central, et même, peut-être, ces dernières années au sein du Comité permanent du Bureau politique — qui n'a jamais compris plus de neuf membres. Le peuple ne choisit pas lui-même entre les « deux lignes ». Celle qui conteste les orientations de l'équipe dirigeante en place n'échoue pas parce que le peuple l'a désavouée au cours d'une consultation électorale, pas plus que son succès éventuel n'est dû à un arbitrage populaire. Les élections n'ont pas pour but de permettre au peuple de choisir entre deux équipes, elles ne font pas un vainqueur et un vaincu. Alternance ou non, la succession ne résulte pas du jeu régulier des mécanismes constitutionnels. La lutte pour le pouvoir se déroule en dehors de toute procédure de participation populaire. Cela n'est d'ailleurs pas incompatible avec l'alternance, la situation se rapprochant alors des dictatures classiques

où l'alternance intervient aussi généralement à l'issue d'un conflit à l'intérieur du groupe qui détient le pouvoir.

Mais, de toutes façons, pour conclure à une alternance au sein du régime communiste chinois il ne suffit pas de relever que le pouvoir a parfois changé de mains dans des conditions proches de celles rencontrées dans d'autres régimes. Il faut encore, comme l'exige la notion même d'alternance, essayer de discerner si ce sont les mêmes forces qui se disputent le pouvoir et qui périodiquement s'y succèdent, y alternent.

Quelles constantes découvrir autour desquelles s'organiserait la succession au pouvoir ? Autour de quels caractères communs définir deux lignes, deux camps opposés et permanents ?

Certaines causes d'alternance, rencontrées sous d'autres cieux, sont incapables d'expliquer l'histoire troublée des communistes chinois, même si elles peuvent, une fois ou l'autre, avoir eu leur part dans la substitution d'une équipe à une autre.

C'est ainsi que les luttes pour le pouvoir ne revêtent pas, en Chine, la forme d'une opposition régulière entre l'armée et les civils. Jusqu'à présent la plupart des dirigeants ont eu, parfois longuement, des responsabilités militaires, les efforts du régime pour lier l'armée et les masses populaires ont porté leurs fruits et l'armée, très peu technocratique au surplus, a respecté dans la paix, sauf peut-être à l'apogée de la puissance de Lin Piao, le principe selon lequel « le parti commande aux fusils ».

De même les appartenances régionales ou provinciales n'ont pas créé, comme il aurait pu être naturel dans un Etat-continent comme la Chine, de solidarités qui se soient exprimées dans une lutte pour le pouvoir. A chaque renouvellement des instances supérieures du parti les spécialistes qui analysent leur composition peuvent bien souligner les variations de la représentation provinciale, on ne peut pourtant raisonnablement soutenir que le Nord cherche à dominer le Sud, ou le Shensi, le Hupeh. La même constatation peut être faite pour l'âge — il n'y a pas d'alternance de générations —, pour la formation — les communistes formés à l'étranger n'affrontent pas régulièrement ceux restés en Chine —, pour les sympathies extérieures — l'attitude à l'égard de l'Union soviétique, par exemple, n'expliquant pas les conflits —, l'origine paysanne ou urbaine.

Les oppositions qui se manifestent ne tiennent donc pas à des clivages sociologiques ou culturels de la société chinoise. La lutte autour du pouvoir correspond-elle alors à des désaccords sur la politique à suivre, sur la façon dont le pouvoir doit être exercé ?

Sans négliger la part de l'ambition des hommes, les divergences

politiques expliquent certainement les crises intérieures traversées par la Chine depuis cinquante ans. Mais ces crises n'ont pas eu la même signification avant et après la prise du pouvoir par les communistes.

Avant 1949, l'opposition entre deux lignes met en présence deux fractions du parti aux composantes variables d'une crise à l'autre. Les différends sont circonstanciels, ils portent sur la tactique à suivre à l'égard des paysans, des villes, du Kuomintang ou des Japonais. C'est ainsi que Tehen Tou-sicou fut déposé en 1927 pour un « opportunisme de droite » qui l'amenait à prêcher la conciliation avec le Kuomintang et qui l'empêchait en outre de comprendre le rôle essentiel des paysans dans la Révolution. Son successeur Kiu Tsieou-paï ne devait pas se maintenir longtemps au pouvoir, il fut éliminé au VI<sup>e</sup> Congrès, en août 1928, pour « putschisme ». Il lui était reproché d'avoir lancé, sans préparation, des soulèvements urbains qui furent écrasés. Ces exemples montrent que l'on n'est pas en présence de deux tactiques qui s'opposeraient sur une longue période et dont les porte-parole se succéderaient au pouvoir.

En revanche, à partir du moment où, le pouvoir conquis, les communistes s'efforcent de construire une nouvelle société il semble bien que l'histoire de la Chine puisse s'analyser comme le conflit de deux lignes qui en permanence s'opposent sur la voie à suivre. Une ligne volontariste, insistant sur la primauté de l'idéologie, souhaitant brûler les étapes est en conflit constant avec une tendance modérée, soucieuse de développer l'économie et qui, au contraire de sa rivale, estime qu'il est au moins aussi important d'être « expert » que d'être « rouge ». Il est tentant de dire, pour simplifier les choses, qu'une ligne de gauche s'oppose à une ligne de droite.

Dès 1953-1955, la conspiration Kao-Kang - Jao Chou-che, encore mal connue aujourd'hui, peut apparaître comme la première manifestation de ce courant modéré — auquel Jao Chou-che surtout se rattache sans conteste — inquiet de l'incidence désastreuse de mesures de répression prises par le pouvoir sur la vie économique. Si cette première tentative se solda par un échec il n'en fut pas de même au lendemain du « grand bond en avant » et de la création des communes populaires. Si pour sauvegarder la façade de l'unité du régime, Peng Ten-houai, qui avait vivement critiqué les initiatives de Mao, fut sacrifié, le pouvoir passa en grande partie entre les mains de Liou Chao-chi appuyé par la fraction des dirigeants qu'inquiétaient le désordre économique. Mao Tsé-toung, ayant perdu la présidence de la République, resta le chef nominal du parti où

pourtant déjà Teng Siao-ping prenait de plus en plus d'importance. En fait, dans cette phase de consolidation, les modérés exercent le pouvoir.

Dans cette perspective la Révolution culturelle peut être interprétée comme la réaction de Mao et de son entourage pour reconquérir la totalité du pouvoir. L'« économisme » est condamné, la primauté du politique est exaltée. On voit réapparaître les thèmes mettant en cause les « stimulants matériels » dans les entreprises, le lopin de terre individuel, les marchés libres, qui avaient été non seulement tolérés mais encouragés par les dirigeants mis maintenant en accusation. Et, en même temps, on développe un vaste mouvement de critique à l'égard de l'appareil du parti (« Bombardez le quartier général ! ») et des cadres, pour éliminer ceux qui se sont embourgeoisés, qui ont perdu leur flamme révolutionnaire. Les idéologues triomphent.

Progressivement Chou En-laï, qui par bien des côtés apparaît comme le leader des modérés, parvient à rappeler les exigences de l'économie. A la période de soulèvement révolutionnaire succède sous sa direction une phase de remise en ordre. Avec la disparition de Lin Piao, en 1971, le rythme s'accélère. Chou En-laï a le champ libre et il rappelle à ses côtés Teng Siao-ping, une des victimes de marque de la Révolution culturelle, connu pour ses compétences d'administrateur et pour son réalisme. Les excès du gauchisme sont dénoncés et, fait significatif, la Constitution de 1975 consacre l'existence du lopin de terre individuel, le régime se libéralise. Mais le courant « dogmatique » n'avait pas désarmé. Réuni autour de Kiang Tsing, épouse de Mao Tsé-toung, et du groupe de Changhaï, il avait, depuis le X<sup>e</sup> Congrès en 1973, profitant peut-être de l'affaiblissement de Chou En-laï par la maladie, lancé le mouvement contre Confucius très nettement marqué à gauche. Il insistait aussi sur les acquis de la Révolution culturelle. Ce courant s'est imposé au lendemain de la mort de Chou En-laï en janvier 1976 et il obtint la disgrâce de Ten Siao-ping en avril. Son succès devait être de courte durée. A la mort de Mao, en septembre 1976, il ne put empêcher Houa Kouo-feng de se faire nommer dans les fonctions du Président défunt et rapidement la ligne dogmatique fut éliminée à son tour.

Ainsi depuis plus de vingt ans la vie politique chinoise a été dominée par l'affrontement de deux conceptions de la construction du socialisme. A chaque fois que par leur excès les « idéologues » ont compromis l'équilibre de la société chinoise, sur le plan économique en particulier, une réaction a joué qui remettait le pouvoir entre les mains d'éléments modérés rappelant que s'il fallait « faire

la révolution » il fallait aussi « développer l'économie ». Il n'y a donc aucun abus de terminologie à parler, pour cette période au moins, d'alternance au pouvoir. Celle-ci présente la particularité de s'être constamment déroulée sous la direction, au moins nominale, de Mao Tsé-toung. Si celui-ci apparaît comme beaucoup plus proche des idéologues que des modérés, le succès de ces derniers n'a jamais entraîné sa chute. A ceci plusieurs raisons. Le prestige de Mao était trop grand dans les masses, l'appareil du parti et à l'étranger, pour que ses opposants soient assez forts pour justifier son élimination. Jamais ils n'ont ouvert contre lui une crise majeure comme il a eu l'audace de le faire contre eux lors de la Révolution culturelle. D'autre part la ligne politique de Mao Tsé-toung a été finalement très sinieuse depuis 1949. Il a été conscient, semble-t-il, des limites de son volontarisme et du chaos causé parfois par sa recherche d'un raccourci vers le communisme. Il a eu la sagesse de cautionner l'action de Chou En-laï et de ne pas entraver ses initiatives. A la fin de sa vie, usé par l'âge et la maladie, il a vraisemblablement perdu le contrôle de la situation et a dû assister impuissant au combat acharné que se livraient ceux qui briguaient sa succession.

Rien ne permet de dire que l'équipe modérée actuellement au pouvoir ne devra pas à plus ou moins long terme céder la place à son tour à ceux qui veulent en priorité transformer l'homme. La construction de la société communiste chinoise se présenterait alors comme une succession de phases de transformation et de consolidation.